

sociaux, à Radio-Canada et aux programmes d'exploitation minière toucheront le Québec. Notons également qu'il n'y a aucune initiative nouvelle pour le développement économique de cette province.

[Traduction]

Ce budget n'offre absolument aucune assistance aux Canadiens du Nord. À Whitehorse, une des villes dont on tient compte généralement pour connaître le coût du panier de provisions, celles-ci coûtent un tiers de plus que partout ailleurs au Canada. Et ce n'est pas tout, car, si vous allez plus loin au nord, dans l'Arctique de l'Est et les petites localités au nord de ma ville natale, ces provisions coûtent deux fois, voire trois fois plus cher. Que voyons-nous dans ce budget? Nous voyons des compressions imposées aux programmes destinés aux Indiens et aux Inuit, des réductions du financement des services de santé et de l'enseignement postsecondaire, la suppression du projet de brise-glace Polar 8, et du Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada. Encore une fois, on néglige les intérêts du Nord.

L'exécutif national du Programme des communications sociales des autochtones m'a appris ce matin que le financement de ce programme est gravement compromis. Le Programme d'accès des autochtones du Nord à la radiodiffusion sera réduit de 15 à 16 p. 100. L'UNESCO et l'ACDI ont loué ces émissions dont la haute qualité est reconnue dans le monde entier. Qu'est-ce que ces émissions accomplissent? Elles fournissent une tribune aux autochtones et font même plus.

Je cite l'exemple d'une station de radio du nord de l'Ontario, le Waterway Radio Service, où les chasseurs et trappeurs utilisent des radios de piste pour appeler à l'aide dans les cas d'urgence. Chaque année, le service de radio de piste sauve des centaines de vies. Une trentaine de stations de radio communautaires ne recevront plus d'entretien régulier et pourraient disparaître à cause de ces compressions budgétaires. C'est également vrai d'autres communications autochtones qui souffriront énormément de ces restrictions financières. Le genre de radiodiffusion qui mérite des prix pourrait en être affecté. La Inuit Broadcasting Corporation gagne des prix dans le monde entier. Nous allons quand même lui imposer des restrictions. CFWE de Lac-la-Biche, en Alberta, SHON-FM de Whitehorse et CKNM de Yellowknife, entre autres stations, seront amputées en permanence d'une partie de leurs services.

Le budget

Nous avons indéniablement le devoir d'assurer aux Premières Nations un système de communication, de soutien, qui leur permettra de poursuivre leurs objectifs. J'ajoute que ces réseaux de communication autochtones servent non seulement les populations autochtones, mais la communauté toute entière. Dans ma région, il sert toute la collectivité. Nous restreignons donc un service qui s'adresse à tous les habitants d'un grand nombre de localités du Nord et des régions éloignées.

Cette atteinte aux peuples autochtones aura des effets désastreux sur de nombreuses collectivités.

Le ministre des Finances, comme je l'ai dit plus tôt, a choisi de ne pas voir les graves difficultés qui guettent les agriculteurs des Prairies. Rien n'est fait pour prévenir la crise agricole. Certaines fermes familiales croulent sous les dettes et ne pourront pas s'en tirer toutes seules.

Monsieur le Président, tout pays qui perd la maîtrise de ses approvisionnements en denrées alimentaires perd du même coup sa souveraineté. Les fermes familiales et les localités rurales sont menacées. L'an dernier, 25 000 personnes ont dû quitter la Saskatchewan. Pour le bien du pays, il faut sauver nos fermes familiales. Nous devons aider les agriculteurs à ne pas abandonner leurs terres. C'est un héritage que nous devons léguer aux générations futures. Le budget de cette année ne prévoit aucune mesure en ce sens.

Au contraire, il prévoit une hausse du chômage. C'est incroyable, il est mentionné dans le budget que le gouvernement s'attend à une augmentation du chômage. Or, il ne prévoit aucune mesure ni programme de formation ni stratégie de développement de l'emploi pour venir en aide aux chômeurs canadiens, dont le nombre est estimé à 1,25 million. Le gouvernement ne fait rien pour remédier à la situation; il s'attend même à ce que le taux de chômage s'établisse à 8,5 p. 100 au cours des quelques prochaines années. Ce qui veut dire 100 000 chômeurs de plus par année.

Le gouvernement semble croire que le travail est un luxe, qu'on peut s'en passer quand les temps sont durs. Il ne semble pas se rendre compte que ce sont des familles qui sont touchées. Que ces familles sont atteintes dans leur dignité, qu'elles souffrent de ne plus pouvoir participer d'une façon productive à la société. Le chômage est la cause de troubles familiaux, de problèmes sociaux. Il prive la société de la capacité de production des chômeurs.